

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 02/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**KALIPLAST**

RUE DU MARAIS  
Rue de Lauwe  
59147 Gondecourt

Références : -

Code AIOT : 0007004154

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement KALIPLAST implanté ZI de la Rouge Porte Rue de Lauwe 59250 Halluin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2025 de la DREAL Hauts-de-France.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KALIPLAST
- ZI de la Rouge Porte Rue de Lauwe 59250 Halluin
- Code AIOT : 0007004154

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de Kaliplast sont destinées au retraitement des matériaux plastiques.

Pour cela les déchets de matières plastiques (plastique rigide) traités sur le site font l'objet de :

- tri, séparation et lavage,
- déchiquetage, déferraillage des déchets plastiques,
- broyage.
- Lavage et séchage

Les produits sortants sont vendus à des sociétés de trading ou à des plasturgistes qui mélangent cette matière recyclée avec de la matière première plastique.

Ce mélange est ensuite utilisé en presse à injection pour former de nouveaux bidons, fûts...

L'entreprise traite également des rebuts de fabrication de moquette qu'elle trie, broie, dépoussière et conditionne en balle.

Ces produits sont utilisés en mix pour améliorer la qualité des sols équestres.

Le site s'étend sur une surface de 18 000 m<sup>2</sup> dont la moitié est occupée par un unique bâtiment séparé en 2 cellules. Ce bâtiment est destiné au traitement et au stockage des déchets de plastiques.

La société Plasticollect exploitait sur la commune d'Halluin (rue de Lauwe, Z.I. de la Rouge Porte) une plateforme de récupération et de recyclage de déchets de plastiques.

L'arrêté préfectoral du 26 août 2008 a accordé à cette société l'autorisation d'exploiter une activité de valorisation de déchets plastiques. L'établissement était soumis à autorisation au titre des rubriques n°98 bis (dépôt ou ateliers de triage de matières usagées à base de polymères), n° 167A (transit de déchets industriels provenant d'installations classées), n° 167C (traitement de déchets industriels provenant d'installations classées), n° 322A (transit de résidus urbains) et n° 322 B1 (broyage de déchets) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la capacité de traitement des installations limitée à 150 t/j.

La société Plasticollect a changé de dénomination sociale en 2011 pour devenir Halluin Recycling Industries.

La société Eurofip a racheté l'ensemble des activités de la société Halluin Recycling Industries le 5 décembre 2012 et a créé la SASU Kaliplast le 21 janvier 2013 pour exploiter le site d'Halluin.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a déclaré, à M. le préfet du nord, la cessation d'activité du site pour début juillet 2025.

L'inspection a constaté lors de la visite, l'arrêt total des activités et le bon avancement du nettoyage du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
2	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
3	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a bien transmis les 3 rapports d'analyses des PFAS mais n'a pas saisi les résultats dans GIDAF.

L'Inspection demande, sous un délai d'un mois, la saisie de ces informations dans l'outil GIDAF.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b>  L'exploitant transmis à l'Inspection les rapports d'analyse suivants :  <ul style="list-style-type: none"><li>• Rapport ULI24-002150-1 du 10 octobre 2024 du laboratoire Wessling (prélèvement du 30 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2024) ;</li><li>• Rapport ULI24-002609-1 du 5 décembre 2024 du laboratoire Wessling (prélèvement du 20 au 21 novembre 2024) ;</li><li>• Rapport ULI25-000105-1 du 14 janvier 2025 du laboratoire Wessling (prélèvement du 6 au 7 janvier 2025).</li></ul> L'Inspection constate la réalisation de 3 campagnes d'analyses sur les paramètres obligatoires (20 PFAS + paramètre AOF).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation des organismes mandatés

**Prescription contrôlée :**

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

**Constats :**

Les trois campagnes ont été réalisées par le laboratoire Wessling . Celui-ci est bien accrédité et référencé dans l'annuaire du COFRAC.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Exigences pour le prélèvement

**Prescription contrôlée :**

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

**Constats :**

Les rapports d'échantillonnages et d'essais mentionnent que la qualité de l'effluent n'est pas constante et les conditions d'exécution du prélèvement ne respectent pas les exigences normatives. La représentativité du prélèvement n'est donc pas garantie.

L'exploitant explique que le site possède deux lignes de lavage. Le process fonctionne en circuit fermé. Une fois qu'il y a de l'eau dans le circuit la production est lancée. Lors des opérations de lavage il y a également tout au long des lignes des filtrations mécaniques.

Une fois l'eau devenue trop sale, celle-ci est stockée dans un bassin de décantation et de l'eau est ajoutée pour compléter les besoins des lignes. Les boues de filtration et décantation sont évacuées par le prestataire TS location et l'eau de lavage par la société Ollib environnement. Il n'y a donc aucun rejet dans le milieu naturel, d'où les observations mentionnées dans les

rapports.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Restitution des résultats sur GIDAF
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que les résultats des campagnes d'analyses n'ont pas été saisis dans GIDAF. L'exploitant explique ne pas savoir comment renseigner la case « Volume moyen journalier d'eaux rejetées ». Pour renseigner ce paramètre, l'inspection indique qu'il est possible de consulter le site internet de type Météo France où il sera possible d'obtenir la pluviométrie mensuelle par station de mesure et ramener celle-ci aux périodes des campagnes d'essais.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à ce que les résultats des campagnes d'analyses soient renseignés dans GIDAF sous un délai d'un mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois